



Compte Rendu de la CAP Inspection du travail Du 22 septembre 2015

Déclaration des élus SNUTEFE-FSU

Il s'est agi à une époque pas si lointaine de rattraper notre retard en effectif de l'inspection du travail par rapport aux autres pays européens notamment.

Qu'en est-il à ce jour ? Des coupes sombres toujours et encore !

Et demain que nous annonce-t-on ? Des coupes encore plus sombres !

Attention « alerte effectifs ! ». La rupture est proche, le fil est trop tendu : déjà des missions ne sont plus ou plus du tout remplies ! Et avec cela le gel des salaires et la déprime sur le RIFSEEP futur !

Mais alors un ministère fort, c'est quoi ?

Moins d'effectifs pour moins contrôler, moins informer, moins conseiller ?

Moins d'effectifs pour moins assurer la qualité du service public sur les ruptures conventionnelles, sur les accords d'égalité femmes/hommes, sur les accords seniors, sur les accords TH, sur les PSE, sur l'IAE, sur les SAP ? Et la négociation administrée tant vantée par ailleurs !

Demain, on veut simplifier le code du travail pour qu'il soit plus flexible : mais plus on prévoit des dérogations à la demande des lobbies patronaux, plus il y aura d'articles, plus il y aura d'alinéas, plus il y aura de décrets et d'arrêtés ! Et si on touche à la hiérarchie des normes, plus les salariés seront perdus et perdants. Il suffit de voir l'accord et les décrets sur la distribution directe : décrets dérogatoires annulés par le Conseil d'Etat !

Et plus les agents de nos services seront mis à mal pour répondre à une complexification accrue !

Au tournant de cet été et au virage de cet automne, des tombereaux de nouveaux textes nous sont tombés sur la tête :

- décisions du conseil des ministres sur la réforme territoriale de l'Etat ;
- revue des missions ;
- adoption de la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République) ;
- loi Macron sur le travail du dimanche, en soirée, et 1000 et 1 autres sujets en passant par les autocars et les guides touristiques ;
- loi Rebsamen sur le « dialogue social » ;
- rapport Combrexelle.

Les agents du ministère du travail et des DIRECCTEs sont particulièrement touchés par ces salves, tant dans leurs compétences que dans leurs conditions de travail et leur organisation.

Et l'inquiétude est grande quant à leur mise en œuvre !

Ainsi sur la réforme territoriale de l'Etat : on y voit un subtil jeu de puzzle consistant à mener une réforme de diminution des effectifs et des implantations tout en faisant mine de garder des services et des effectifs dans tous les anciens chefs-lieux de région, y compris la disparition programmée d'unités territoriales (ne dépassant pas la « taille critique » dans leurs macro-organigrammes). Et pour les fonctions supports des administrations de l'Etat, elles seront mutualisées dans chaque ville ! Devra-t-on passer par chaque préfecture pour faire réparer un robinet ? Réserver une voiture de service ? Ou une salle de réunion ? Sans parler de la complexité accrue et volontaire du système de paye (PESE) qui pèse sur les agents !

Attention à la mobilité contrainte des agents ! On ne veut pas d'organigramme détaillé et élaboré en vase clos, bouclé par certains Directes préfigurateurs pour le 1^{er} janvier 2016 !

Sur la loi NOTRe, en matière d'emploi, le SNUTEFE FSU est très remonté : la convention de délégation signée entre le président de Région et le représentant de l'Etat précisera notamment les conditions de transfert à la Région des crédits affectés, hors dispositifs nationaux. « Les Régions, une fois délégataires, feront ce qu'elles voudront » a dit madame Le Branchu aux parlementaires !

Et demain, après les élections régionales prochaines, verra-t-on des Conseils régionaux où les aides à la GPEC seront réservées aux seules entreprises « patriotes » ou la formation professionnelle aux seuls demandeurs d'emploi « nationaux » ? A jouer aux apprentis sorciers, on risque gros pour la démocratie ! Les inégalités entre les publics et les territoires vont s'accroître.

Un ministère fort, c'est pour nous un lien travail-emploi fort, avec un caractère national affirmé des politiques de l'emploi, avec une organisation et des moyens de contrôle de la législation du travail appropriés, et l'égalité de traitement entre les territoires, les demandeurs d'emploi et les entreprises.

Sur la revue des missions : la priorité n°3 « améliorer les missions de contrôle des entreprises par les services de l'Etat », pour rendre plus lisibles les contrôles dans le domaine agricole par une coordination des contrôles, soit ! mais...confiée aux...préfets de département !!! Le 31 juillet, circulaire du 1^{er} ministre qui inclut les contrôles ...de l'inspection du travail !

Heureusement que la note du DGT du 9 septembre 2015 nous rassure sur le sujet ! Ah ! Mais non en fait, c'est le grand écart, du grand art, du bas'art ! Nous n'en resterons pas là ! Voir notre lettre ouverte toujours restée sans réponse à ce jour ! Et les recours introduits devant le Conseil d'Etat.

Loi Macron : et apparaissent des ZTI (où la lettre T pour Tourisme aurait pu être remplacée par les lettres LGD : Lobby de la Grande Distribution !

Loi Rebsamen : et la disparition possible du CHSCT autonome et de plein exercice, pourtant la plus grande réussite des lois Auroux ! Et la disparition du rapport de situation comparée sur

l'égalité femmes-hommes, instrument pourtant irremplaçable pour faire avancer l'égalité professionnelle !

Il faut arrêter la diminution des effectifs et assurer notamment le remplacement des adjoints administratifs

Il faut des salaires décents, revalorisés périodiquement

Les processus de réorganisation menés sans relâche depuis 2006 finissent par déstabiliser et les services, leurs organisations et les agents en premier lieu.

C'est épuisant !

C'est démotivant !

C'est inutile !

Merci.

Quelques réactions de l'administration suite aux interventions des élus :

La DGT n'a pas pu nous communiquer le nombre de RUC en poste et le nombre de postes RUC vacants. La fiche de poste RUC n'est toujours pas établie.

EPIT : oraux à Reims, cacophonie de l'administration sur les prises en charge des déplacements de des nuitées. Oui ici, non là, peut-être ailleurs ! Pour finir : on se renseigne !

Défense de notre collègue Laura Pfeiffer : attente de la réaction de la ministre sur sa défense dans l'affaire Téfal. L'administration estime que le ministère s'est prononcé en répondant par courrier aux propos du procureur d'Annecy. Sur la protection fonctionnelle, l'administration confirme l'accord et la prise en charge.

Fusion des régions : questionnement sur les demandes d'ajustements des UC et sections, alors que la mise en place de l'organisation de l'inspection date moins d'un an ! La DGT répond qu'il s'agit uniquement d'ajustement à la marge et de recherche de mutualisation du renseignement téléphonique.

Délégations de transfert à la Région en matière d'emploi : la DGEFP ne nous rassure que très partiellement, pour ne pas dire pas du tout sur l'ouverture de la boîte de Pandore sur le sujet ;

1, Nominations des responsables d'unité de contrôle (RUC):

| Poste offert | Nouveau titulaire | Grade | Résidence antérieure | Observations |
|-------------------------------------|--------------------|-------------------|----------------------|--|
| UT Marne (51)- RUC | ZITOUNI Ouarda | IT | UT51 | |
| UT Yvelines (78) | | | | Poste non pourvu |
| UT Tarn (81) | CHAMFRAULT Anne | TA DAT n°80 | UT 81 | |
| UT (74) Haute-Savoie | MARTIN Pascal-Eric | IT | UT74 | |
| DIECCTE Mayotte (976) RUC URACTI | | | | Vote Claude SANGUA : 7 pour (SNU, CGT, CFDT), 1 abst (Sud) ; 8 contre Adm. Vote David TOUZEL : 8 pour Adm. 8 contre OS |

Mutations des Directeurs du travail :

| Postes à pourvoir | Nom du Candidat | Résidence d'origine | Observations |
|--|--------------------------------|---|--------------|
| UT Nord Lille (59) responsable Pôle 3E territorial | BELGACEM Nadia | UR NORD PAS DE CALAIS UT59 Valenciennes | |
| UR PROVENCE ALPES COTE D'AZUR adjoint au chef du pôle 3E | SAUVAGET Tristan TA DT n°20 | UT 30 | |
| DIECCTE REUNION responsable du service FSE et adjoint au responsable du pôle 3E | EMSELLEM Jonathan | DGEFP | |

3. Mutations des Directeurs adjoints du travail :

| Poste offert | Nouveau titulaire | Grade | Résidence antérieure | Observations |
|---|-------------------|-------|----------------------|---|
| Région Bourgogne | | | | |
| UT Côte d'Or (21)- Adjoint au responsable du pôle T Infra régional | | | | Candidature retirée Poste non pourvu |
| Région Bretagne | | | | |
| UT Ille-et-Vilaine (35) – Responsable équipe pluridisciplinaire Infra régional | | | | DOUESSIN Anita 4 pour Adm. 1 contre CGT - 3 abst (SNU et CFDT) LUET Marie-France Partage des voix 4 pour (OS), 4 contre Adm. |
| Région Centre Val de Loire | | | | |
| UR - Adjoint au responsable du pôle T | FERNANDEZ Aurélia | IT | UT 77 | TA DAT n°77 |
| Région Ile de France | | | | |
| UR – Chef de l'unité de contrôle formation professionnelle | | | | KEBAL Ali : Vote : 4 contre adm. 3 abst (SNU et CFDT), 1 pour CGT |
| UT de l'Essonne (91) – adjoint au responsable du pôle 3E - SV Infra régional | | | | Non vacant |
| Région Midi-Pyrénées | | | | |
| UT de l'Ariège (09) – Chargé de l'emploi et de l'insertion en Infra régional | RUSSIUS Manuel | IT | UR Midi Pyrénées | TA DAT n°70 |

| | | | | |
|---|-------------------|-----|-----------------------|-----------------------|
| UT Gers (32) – Emploi/insertion - SV | | | | Non vacant |
| Région Provence Alpes Côte d'Azur | | | | |
| UT Alpes de Haute Provence (04) – Adjoint au RUT | | | | Poste retiré |
| UT Var (83) – Directeur délégué | TESTOT Alain | DAT | Détaché OFII | Réintégration |
| Région DOM COM | | | | |
| DIECCTE Martinique – Chef du département accès et retour à l'emploi – infra régional | MARTINE véronique | IT | DIECCTE Martinique | TA DAT n°82 |
| DIECCTE Guyane – responsable SRC Infra régional | | | | Différé prochaine CAP |
| DIECCTE Réunion – Chef de mission audit-finance du pôle 3 E | EMSELLEM Sandra | DAT | UT 94 | |
| DIECCTE Réunion – chef de mission des politiques transversales et territoriales | BAREL Dorothée | IT | DIECCTE Réunion | TA DAT n° 94 |
| INTEFP | | | | |
| INTEFP – CIF de Saint- Denis- Responsable du CIF SV | | | | Non vacant |
| Administration Centrale | | | | |
| DGT DAP – chargé de mission dialogue social territorial réseau transport | | | | Cf. IT |

| | | | | |
|---|-----------------|----|-----|-------------|
| DGT GNVAC agent de contrôle - 2 postes | | | | Non pourvu |
| DGT- RT1 – chargé d'études relatif au travail illégal | COTRUFO Nicolas | IT | DGT | TA DAT n°72 |

4. Mutations des Inspecteurs du travail :

| Poste offert | Nouveau titulaire | Résidence antérieure | Observations |
|---|-------------------|----------------------|---|
| Région Alsace | | | |
| UR Alsace – adjoint au chef de service des politiques et relations au travail du pôle T | D'OVIDEO Raphael | UT 57 | |
| Région Aquitaine | | | |
| UT Pyrénées Atlantiques (64) – Section à Pau Infra régional | JACOTTIN Arnaud | UT 40 | |
| Région Bourgogne | | | |
| UR Côte d'Or (21) | | | Non pourvu |
| UR Côte d'Or (21) | RUBAGOTTI Barbara | UT 10 | |
| Région Bretagne | | | |
| UT Finistère (29) – IT section Quimper | MOGUEN Yannick | UT 85 | |
| UR Bretagne – Pôle travail Infra régional | | | Vote pour Cécile CHARRIER : pour 4 et 1 abst OS ; 5 contre ADM. |
| UR Bretagne – chargé de mission FSE | | | non pourvu |

| | | | |
|---|-------------------------------|----------------|--|
| Infra régional | | | |
| UR Bretagne - SRC | | | NON Pourvu Vote JF AZE : pour OS (5) et contre adm (5) |
| Région Centre Val de Loire | | | |
| UT Indre et Loire (37) – agent de contrôle (y compris CT) | COCHETEUX Lucie | UT94 | |
| UT Loir et choir (41) – agent de contrôle (y compris CT) SV | SURIEU Julien | UT 91 | |
| UT Loir et Cher (41)- URACTI – SV Infra régional | FORTUNA Stanley | UT 37 | |
| Région Corse | | | |
| UR Corse - ARM | ANTHELME Marie | UT 78 | |
| UT Corse du Sud (20A) IT section – 2 postes | BALBI Igor MARCADIER julie | UT 92 UT 46 | |
| Région Ile de France | | | |
| UT 75 – IT section – 1 poste + 5postes(infra régional) | | | Vote HAMPARTZOUMIAN Stéphane Pour OS Contre : adm |
| UR – chargé du contrôle de la formation professionnelle – 3 postes – infra régional | COLET CALLENS Alice | UT 59 | |
| UR – URACTI – 2 postes Infra régional | | | Non pourvu |

| | | | |
|---|-----------------------|------------------|-------------------|
| UR – chargé de l'appui des recours juridiques et des recours – SV Infra régional | | | Non vacant |
| UR – chargé de mission filière stratégique (transition écologique, grand Paris emploi) – SV Infra régional | CHEVALIER Régine | UT 94 | |
| UT Hauts-de-Seine (92) – IT section Nanterre/Clichy (y compris CT) Infra régional | BRANDT Kathia | UR Ile de France | |
| UT Seine Saint Denis (93) – responsable travail en charge de l'animation des politiques travail Infra régional | | | Mouvement interne |
| Région Languedoc-Roussillon | | | |
| UT Pyrénées Orientales (66) – responsables mutations économiques | BILLES-IBARZ Virginie | UT 49 | |
| Région Limousin | | | |
| UT Corrèze (23) – responsable du service support travail | DELCOMBEL Julien | UR Limousin | |
| Région Midi Pyrénées | | | |
| UT Haute Garonne (31) - section 1 poste - SV Infra régional | | | Non pourvu |
| UT Gers (32) – poste IT | FOREST-FAYS Corinne | UT45 | |

| | | | |
|---|------------------|--------------------|-------------------|
| section | | | |
| UT Lot (46) – poste IT section - SV | MAILLER Caroline | UT 83 | |
| Région Basse Normandie | | | |
| UT Manche (50) – IT section Infra régional | GODBIN Yaële | UR Basse Normandie | |
| Région Pays de la Loire | | | |
| UR – chargé de mission BOP 102 – ARE (1 attaché - 2 IT) | | | Mouvement interne |
| UR - chargé de mission BOP 103 | | | Mouvement interne |
| UR – chargé de la politique de la ville, VAE et apprentissage (1 attaché – 2 IT) | | | Mouvement interne |
| UR – CDET (1 attaché – 2 IT) | | | 1 attaché |
| UT Maine et Loire (49) – chargé de mission BOP 103 Infra régional | HADIDEN Kamel | UT 53 | |
| UT Mayenne – responsable du service développement de l'emploi et insertion des jeunes - SV | TAUPIN Kristen | UT 13 | |
| Région PACA | | | |
| UR PACA- URACTI Avignon | BERTIN Laurie | UT 48 | |
| UT var (83) – 5 postes dont 1 SV Infra régional | | | Non pourvu |
| UT Drôme (26) IT section – SV | ALBUS Delphine | UT 38 | |

| | | | |
|---|-------------------|-------|-------------------|
| Infra régional | | | |
| Région Rhône Alpes | | | |
| UT Isère (38) – 2 postes section IT dont 1 SV Infra régional | BARBARIN Sandrine | UT 26 | |
| UT Loire (42) – poste CDET (1 attaché – 1 IT) SV Infra régional | | | Non vacant |
| UR – chargé de mission FSE | | | 1 attaché |
| UR – conseiller de prévention (1 attaché – 1 IT) Infra régional | | | Poste retiré |
| UR – chargé de projet alternance (1 attaché – 2 IT) Infra régional | | | 1 attaché |
| UR – chargé de mission FSE – SV (1 attaché – 2 IT) Infra régional | | | Non vacant |
| UR – SESE (1 attaché – 2 IT) Infra régional | | | Poste retiré |
| UR – cellule pluridisciplinaire Infra régional | PICARD Françoise | UT 01 | |
| UR – SRC – SV (1 attaché – 2 IT) Infra régional | | | Non vacant |
| UT Rhône (69) - Poste section - Infra régional | | | Mouvement interne |

| DOM | | | |
|---|-------------------------------------|--|------------|
| Dieccte Guadeloupe – section agricole Infra régional | | | Non pourvu |
| Dieccte Guadeloupe - Poste IT section - Infra régional | | | Non pourvu |
| Dieccte Martinique – poste section - SV | AUGER Guy | UT 11 | |
| Dieccte Réunion – responsable sécurité – risques professionnels Infra régional | | | Non pourvu |
| Dieccte Mayotte – SRC (1 attaché – 2 IT) Y compris CT | | | CT |
| Dieccte Mayotte – 2 postes section (y compris CT) | GAUBERT Aurélie CRUSSON Brigitte | UT 83 DCSTEP St Pierre et Miquelon | |
| Dieccte Mayotte – URACTI – SV (y compris CT) | | | Non vacant |
| INTEFP | | | |
| Responsable de projet – mission santé au travail | BACIC Justine | UT 75 | |
| Responsable de projet – responsable de projet à la direction des études - SV | | | attaché |
| Administration Centrale | | | |
| DGT – DAP – dialogue social territorial- réseau transport | BARRET Nadia | Nouvelle Calédonie | |
| DGT –DASC 2 – chargé d’études pôle recours LSP | HUMBLLOT Hélène | UT 77 | |

Lors de cette CAP, trois demandes de révision de compte-rendu d'entretien professionnel ont également été examinés pour le grade d'inspecteur du travail.

Les élus :

Paul RAMACKERS, 06 75 09 35 72

paul.ramackers@direccte.gouv.fr

Vincent RUPRICH, 06 17 90 60 45

vincent.ruprich@direccte.gouv.fr